

Non au découpage en instituts nationaux, pas plus au CNRS qu'à l'INRA

Syndicat National CGT-Inra : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'École Tél. : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50
Mail : cgt@inra.fr Site internet : <http://www.inra.cgt.fr/> - Document réalisé le 27/05/2008

Après avoir mené au pas de charge la réforme des universités, le gouvernement entreprend, sans concertation, celle des organismes de Recherche. Au centre de son offensive, la question de l'avenir et de l'organisation des sciences du vivant (biologie, écologie, santé, agriculture) dans notre pays, est posée. La communauté scientifique a appris par la presse (Le Monde daté du 21 mai) que la Ministre, Mme Péresse, avait décidé de découper le CNRS en huit instituts, dont trois concernent directement l'INRA (Mathématiques, Sciences Économiques et Sociales, Écologie et Biodiversité) dans les disciplines où le CNRS est réputé être le leader, et de confier la coordination des sciences de la vie à l'INSERM, avec l'appui de l'INRA et du CEA. De telles décisions seraient lourdes de conséquences pour toute la recherche publique et l'ensemble des personnels, chercheurs comme ITA, quel que soit leur organisme d'appartenance. En effet, le ministère indique que **les futurs instituts seront des agences de moyens qui négocieront le support à la recherche, moyens humains inclus, dans le cadre des conventions avec les universités.** Selon nos collègues du CNRS (SNCS Hebdo 14/05/2008), le ministère souhaite lier les personnels des unités pour la durée du contrat quadriennal, et pour cela, la meilleure des solutions serait l'affectation des chercheurs et des ITA dans les universités sous la responsabilité de leurs « Super »-Présidents aux pouvoirs renforcés !

Dans le même temps, pas plus la Ministre que la Direction Générale n'ont indiqué les conséquences concrètes de la volonté exprimée par M. Sarkozy de regrouper l'ensemble des acteurs de la Recherche agronomique, organismes de recherche et enseignement supérieur. C'est pourquoi les syndicats du Cemagref ont refusé de discuter du plan stratégique, ne sachant pas si leur EPST (Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique) survivrait dans quelques mois. Par ailleurs, le gouvernement envisage de fusionner le Palais de la Découverte, un EPCSCP (Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel), avec des personnels publics, avec la Cité des Sciences, un EPIC (Établissement Public à Caractère Industriel et Commercial) avec des personnels privés, pour en faire un... EPIC ! Ce gouvernement ne s'interdit rien pour faire régresser les statuts des personnels. Suivez mon regard : le GIP INRA-CIRAD ne pourrait-il pas servir de matrice ?

Pour poser plus crûment la question, va-t-on vers un découpage de l'INRA, avec d'une part des unités, voire des départements, menant des recherches à caractère fondamental et rejoignant les instituts créés à partir du CNRS et de l'Inserm, et d'autre part, des unités et départements à vocation plus appliquée regroupés avec d'autres (Ecoles, Cemagref,...) dans une autre structure ? Direction Générale et Ministère doivent clairement garantir l'avenir de l'INRA comme organisme national de Recherche publique de plein exercice.

En effet, la soif de services publics n'a jamais été si forte qu'en ce moment où les besoins de solidarité et de lien social augmentent. Les **besoins en recherche agronomique** publique n'ont jamais été si importants car les exigences en alimentation sont énormes, croissants, sur des surfaces limitées, avec des conséquences globales sur l'environnement qu'il est absolument nécessaire de mieux connaître pour mieux le protéger et conserver les potentialités de notre planète.

L'INRA, en collaboration avec les autres organismes nationaux de recherche, doit être renforcé. **Il faut créer des centaines de postes supplémentaires de titulaires** pour aborder des questions difficiles, dont bien des principes restent inconnus. Dans tous les domaines, les équipes de recherches ont besoin de construire sur la durée des bases de données fiables, partagées, alimentant des modèles de plus en plus complexes et dont la validation nécessite rigueur, patience et sérénité.

Il faut recruter des **étudiants** bien formés, à l'esprit libre, au plus près des laboratoires de recherche et donc faciliter les échanges entre les organismes et les universités. Or, les universités vont mal et la LRU (La loi sur la Liberté et Responsabilités des Universités) et les suppressions de postes risquent d'ouvrir une crise encore plus grave dans la plupart d'entre elles. **Il faut au contraire créer de très nombreux postes statutaires de maîtres de conférences et d'IATOS (Ingénieurs, Administratifs, Techniciens et Ouvriers) à l'Université** pour la rendre capable de préparer les générations à venir. L'ensemble des organisations syndicales « Recherche – Enseignement supérieur » chiffrait, en 2005, à 5.000 postes de titulaires le besoin dans ce secteur.

La politique gouvernementale attaque les services publics pour les livrer systématiquement au privé s'ils sont rentables et pour les laisser à l'abandon s'ils coûtent. Dans la recherche, en favorisant ces choix rentables à court terme au profit du privé, le gouvernement crée un immense gâchis d'intelligence, livre la connaissance à la spéculation, fragilise les carrières, dissuade les jeunes et lance les chercheurs et les équipes dans une course au projet à durée limitée, sans horizon au-delà des sacro-saintes quatre années entre deux évaluations. **Le dirigisme et la bureaucratie sont à leur comble avec l'apparition de l'AERES** (Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur) **et de l'ANR** (Agence Nationale de la Recherche). La compétition internationale, entre les régions, et entre les équipes au sein des régions, stérilise des pans entiers d'intelligence. Les projets gouvernementaux amplifient ces tendances qui ont déjà introduit une précarité massive à l'INRA. La mise en place d'instituts au sein du CNRS le transformerait en coquille vide chargé d'expédier les affaires courantes, tandis que des directeurs nommés par le ministre organiseraient la recherche à court terme au profit des entreprises favorites du gouvernement en place.

Individualisation des rémunérations, asservissement des crédits de recherche des unités aux critères étroits de rentabilité scientifique immédiate, liquidation d'unités expérimentales, redéploiements forcés en dehors des logiques scientifiques sur les pôles de compétitivité, pression croissante sur les agents du fait des réductions d'effectifs et de l'augmentation du nombre de projets de recherche...Autant de facteurs de fragilisation de notre organisme, déjà à l'œuvre et que les réformes annoncées vont aggraver.

Dans sa réponse à l'enquête de la Ministre reçue le 3 mars, **la Direction Générale** est elle-même forcée de constater la menace qui pèse sur l'organisme et de se prononcer pour le maintien de son autonomie de décision contre une transformation en agence de moyens. Malheureusement, l'ensemble des mesures ensuite prônées par la DG vont à l'encontre de cet objectif et ne font que se couler dans le moule de la LRU (La loi sur la Liberté et Responsabilités des Universités). Toutes les mesures proposées sont en particulier centrées sur le credo économique du mérite, la volonté d'attirer « les meilleurs » avec moult primes. Nous alertons en particulier les personnels sur les points suivants :

- **Généralisation des primes individuelles jusqu'à 12.000 euros pour certains... (sur la base de critères d'excellence).**
- **Soumission exacte aux critères de l'AERES.**

- **Acceptation voire participation à l'entretien de la situation de pénurie de l'Université : Mme Guillou propose des primes à l'enseignement allant jusqu'à 4.000 euros à condition d'exercer pour 1/3 de son temps l'animation des Écoles Doctorales ; même l'Académie des Sciences (qui nous a reçus le 21 mai) trouve que 1/3 ça fait trop.**
- **Élargissement de la possibilité de recruter des contrats de droit privé, et même de recourir à l'intérim (Cf. Projet de loi dite de « mobilité »).**
- **Volonté d'asservir la formation individuelle aux seuls intérêts immédiats de l'institut.**

Pour résumer, notre PDG dans ses réponses à Mme Péresse ne met aucune entrave au travail de démantèlement et de morcellement de la Recherche publique ; sa réserve sur les PRES (Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur) est de facto annulée par une série de mesures visant à les faciliter. L'ANR reste le *nec plus ultra* du financement des "meilleurs", une logique niant la recherche en tant que travail collectif et qui se coule dans le moule de la « sacro-sainte » compétition économique (dont les dégâts se voient tous les jours)... La direction prête la main à de nombreux projets ayant tous en commun la disparition des instituts nationaux comme le nôtre. La tactique ressemble soit à un repli sur le pré carré ou au contraire « à se placer », sans le dire ouvertement, dans une logique expansionniste vis à vis d'autres organismes de recherche plus ou moins proches ou éloignés des missions INRA (Cemagref, CIRAD, IRD, Sciences du vivant du CNRS et probablement d'autres...).

Bref, le texte de Mme Guillou qu'elle présente abusivement comme celui de l'INRA, ne s'oppose pas au programme politique de "décomposition/recomposition" de la Recherche publique et ignore la volonté majoritaire des personnels de conserver un institut public servant avant tout le bien public, avec des personnels publics.

Le Conseil Scientifique National INRA (CSN) a déploré le manque de moyens dans les laboratoires pour faire face aux nouvelles tâches administratives, et le peu d'ambition en matière de rémunérations. Cette timide critique reste très en deçà de l'exigence d'un retour raisonnable au financement récurrent des laboratoires : condition nécessaire à l'objectivité de nos expertises et de nos travaux. On peut aussi estimer que le CSN de l'INRA s'interroge, à bon droit, sur le rôle de l'ANR et conteste ses prérogatives d'agence d'objectifs.

Forts du puissant courant de sympathie de la population envers la recherche publique en général, et l'INRA en particulier, les personnels sont les meilleurs défenseurs de la qualité et de l'indépendance de la Recherche. Cela passe par une puissante opposition aux réformes gouvernementales en cours. Nous vous appelons à signer, nombreux, la lettre pétition lancée par les quatre organisations syndicales de l'INRA.

Le CTP du 12 juin est une échéance pour nous tous : la réponse de Mme Marion Guillou à Mme Péresse (qu'elle présentera à ce CTP, soit plus d'un mois après qu'elle y ait répondu et a posteriori donc) n'est pas celle des agents, qu'elle n'a d'ailleurs pas consultés... Sachons le lui faire savoir et le faire savoir à tous par la signature massive de la pétition, **envisageons ensemble et avec les autres organisations syndicales une riposte commune, ne les laissons pas saccager la recherche publique.**

Préserver l'intégrité et la pérennité de l'INRA

Déjà un millier d'agents ont signé (en ligne, par fax, par lettre, collectivement ou individuellement), signer et faites signer vos collègues

[la pétition](#) **Cgt-Cfdt-Cftc-Sud de l'INRA**

Les personnels soussignés soutiennent la déclaration des quatre organisations syndicales de l'INRA faite lors de la réunion extraordinaire du Conseil Scientifique National de l'INRA, le mardi 6 mai 2008 et demandent le maintien de l'intégrité et de la pérennité de l'Institut National de la Recherche Agronomique servi par des personnels titulaires, garanties nécessaires pour que notre Institut reste au service de tous.

Dernière minute : " Academic Pride - la marche de tous les savoirs "

Ce jour dans toutes les villes de France. A Paris, le départ a lieu devant la Maison des Sciences de l'Homme (14h) pour se rendre à Jussieu. Plus d'infos.